Déclaration UNSA-Education
CDEN - 11 avril 2011

Mesdames et Messieurs les représentants de l'Etat,
Monsieur le Président du Conseil Général,
Mesdames et Messieurs les élus,
Mesdames et Messieurs les représentants des Parents d'élèves,
Mesdames et Messieurs les représentants des DDEN,
Mesdames et Messieurs,

C'est un exercice toujours assez difficile d'attirer l'attention de son auditoire, surtout lorsque ce même auditoire connaît déjà les grandes lignes de notre intervention. Et pour cause, en matière de mesures de carte scolaire dans la Marne, les années se suivent et se ressemblent malheureusement.
Il faut alors déployer des trésors d'imagination pour rendre compte de la dure réalité de la situation de nos écoles et collèges marnais.

- Nous avons déjà essayé les déclarations politiques… sans grand effet…
- Nous avons aussi essayé un slam de Grand Corps Malade lors de notre dernière intervention au CDEN, puisque paraît-il la musique adoucit les mœurs … sans plus d'effet…
- Nous avons également essayé l'humour au CTPD du 4 avril 2011, en titrant notre déclaration : « Cure d'amaigrissement dans l'Education nationale, où quand le gouvernement se prend pour le Docteur Ducan »

Mais comme à l'UNSA-Education, nous ne désarmons pas, aujourd'hui nous allons parler responsabilités politiques et statistiques gouvernementales …

La préparation de la rentrée 2011 et les mesures de carte scolaire qui en découlent sont la conséquence directe du vote du budget de la Nation. Et il est bon de se souvenir « ici et maintenant » que les députés marnais ont voté ce budget qui portait en son sein la disparition de 16.000 postes dans l'Education nationale.

Il était donc prévisible que notre département serait touché… Alors maintenant, Mesdames et Messieurs de la majorité, assumez et cessez là toute schizophrénie !
Un peu de courage ! Si les décisions de carte scolaire ont été repoussées après les élections cantonales, il n'est plus question de se dérober. Il vous faut maintenant expliquer aux parents d'élèves, aux maires, aux enseignants et à leurs élèves qu'il y avait trop d'enseignants dans l'école de leur commune, de leur quartier ou encore dans le collège du secteur…

Or cela ne va pas être une mince affaire ! Le ministre de l'Education nationale va devoir, en effet, faire preuve d'imagination pour justifier les 16 000 nouvelles suppressions d'emplois dans l'Education nationale à la rentrée 2011 : un récent rapport du Centre d'analyse stratégique (CAS) vient **d'infirmer**, chiffres à l'appui, l'idée d'une fonction publique trop nombreuse, surtout dans l'éducation. La phrase mérite d'être citée : *"La France présente le taux d'encadrement (nombre d'enseignants pour 100 élèves/ étudiants) le plus faible, tous niveaux et tous établissements confondus (publics et privés) avec seulement 6,1 enseignants pour 100 élèves/ étudiants contrairement à des pays comme la Suède, la Grèce ou encore le Portugal où le taux d'encadrement dépasse 9 enseignants pour 100 élèves/étudiants"*. Le CAS a analysé les seuls établissements publics et fait le même constat. Le résultat est sans appel : sur près de 20 pays étudiés, la France est la lanterne rouge.

Localement, pour justifier ces mesures de carte scolaire, vous nous répondez régulièrement, Madame l'Inspectrice d'Académie, que notre taux d'encadrement est au-dessus de la moyenne nationale. Pour un peu, en dénonçant ces suppressions de postes, on serait pris en flagrant délit de manque de solidarité nationale…
A l'UNSA, la solidarité on connaît… c'est une de nos valeurs…

Mais enfin soyons sérieux et examinons la situation de notre département dans ce qu'elle a de particulier.
Notons d'ailleurs que parmi les cinq principes fondateurs de répartition des emplois en 2011 dans l'Education, Monsieur le Ministre précise que « le choix des postes qui ne seront pas remplacés repose sur l'analyse des spécificités du terrain. Toutes les académies n'ont pas les mêmes besoins ni les mêmes possibilités d'ajustement. »
Et bien justement. Examinons ensemble deux indicateurs, et non des moindres : le taux d'illettrisme régional et le pourcentage de réussite au diplôme national du brevet. Précisons tout de suite que ces données sont officielles et consultables par quiconque.

Dans le plan régional de prévention et de lutte contre l'illettrisme 2011 2013 de Champagne-Ardenne, il est écrit :
« Il ressort de manière prégnante que les difficultés face à l'écrit affectent plus la Champagne-Ardenne que la France métropolitaine dans son ensemble. On estime que 100 000 adultes de 18 à 65 ans sont en « situation d'illettrisme » en Champagne-Ardenne, soit 13 % de la tranche d'âge, contre 9 % en France métropolitaine (environ 3 millions de personnes). » Notre région figure ainsi à l'antépénultième rang dans ce sinistre classement des régions de France métropolitaine.
« Les jeunes de Champagne-Ardenne sont plus souvent en difficulté à l'écrit qu'au niveau national : 9 % des 18-25 ans en région contre 6 % au niveau national. »
Ces écarts se passent de commentaires !

Quant au pourcentage de réussite au Diplôme National du Brevet (DNB), notre région se distingue une fois encore.
Avec un taux de réussite de 82,1%, notre académie est bien en dessous de la moyenne en France métropolitaine qui est de 83,7%. Ce résultat nous place au 21ème rang des 26 académies métropolitaines…
Cela devrait faire réfléchir…, non ?

Que pensez-vous faire Monsieur le Ministre, Monsieur le Recteur et vous-même Madame l'Inspectrice d'Académie, pour nous faire revenir au plus vite dans cette « sacro-sainte moyenne nationale » ?
Pensez-vous sincèrement, que c'est en supprimant des postes dans les écoles et les collèges marnais, que nous redresserons la barre. A l'UNSA-Education, nous sommes sûrs du contraire ! Si on peut parfois admettre que l'augmentation des moyens n'est pas automatiquement gage de meilleurs résultats, il est certain en revanche qu'il sera impossible de faire mieux avec moins !

Non, il n'y a pas trop d'enseignants, comme le gouvernement se plait à le dire depuis quatre ans. Déjà 67 600 emplois ont de supprimés dans l'Education nationale. Et si le gouvernement continue sur sa lancée, près de 100 000 emplois auront disparu avant 2013.
Pas étonnant que dans ces conditions, on note un profond mal-être chez nombre de nos collègues et une perte de confiance non moins préoccupante chez les parents d'élèves envers le système éducatif.

Il est plus que temps de changer de politique, de s'appuyer sur les travaux du Centre d'analyse stratégique (CAS), et de bâtir enfin une politique de l'Ecole publique ambitieuse basée sur la réussite de tous.
C'est pourquoi, l'UNSA Education demande un moratoire sur les suppressions d'emplois et une réévaluation complète et contradictoire de la Révision générale des politiques publiques (RGPP).
Nous vous demandons, Madame l'Inspectrice d'Académie, de prendre dès aujourd'hui, des engagements fermes sur les ouvertures de classes, et d'aller bien au-delà des quelques rares propositions que vous nous avez faites en CTPD.

Concernant les fermetures, compte tenu de la quasi stabilité des effectifs-élèves dans le 1er degré, de l'augmentation de 200 élèves dans les collèges marnais, et des spécificités locales, vous comprendrez, Mesdames et Messieurs les membres de ce CDEN, que l'UNSA-Education votera, bien évidemment, contre les mesures de carte scolaire qui nous seront proposées.

Nous ne saurions finir cette déclaration sans une pensée toute particulière pour les collègues, les parents d'élèves, les maires, qui sont ici même, sous les fenêtres de ce CDEN pour manifester leur refus de voir supprimer un, voire plusieurs, poste(s) dans leur école ou collège à la rentrée de septembre 2011.